



Paris le 22 mars 2023,

UN POUVOIR AUX ABOIS

Le 21 mars, notre camarade Théo Contis, co-secrétaire départemental de Solidaires 21 et membre de Solidaires Jeunesse et Sports, a été destinataire d'un courrier personnel adressé et signé par le préfet de la Côte-d'Or, Franck Robine en personne.

Le préfet a écrit à un responsable syndical pour lui signifier que ses propos publics dans la presse sont *"inacceptables et indignes"* et *"relèvent à la fois de la provocation, de la calomnie et de la remise en cause de nos institutions républicaines"*.

Les propos en question visés par le préfet ? Solidaires 21, par la voix de son co-secrétaire départemental, Théo Contis, aurait eu le malheur de dire à la Presse : *"comprendre que les gens se protègent contre la police"*.

Ce courrier personnel du préfet à l'un des co-secrétaires de Solidaires 21 est une attaque personnelle des plus basse et autoritaire à l'égard de notre camarade, ainsi que de notre Union syndicale Solidaires, des droits syndicaux et de notre démocratie. L'expression publique d'un citoyen, qui plus est responsable syndical et constatant les abus des forces de l'ordre, ne peut en aucune manière faire l'objet de récriminations personnelles de la part d'un préfet ou autre personnage public et politique. Cette pratique répressive est à dénoncer fermement, elle est le signe d'une pratique du pouvoir d'un autre temps révolu.

Ce courrier est du reste une provocation méprisante à l'égard du mouvement social actuel contre l'injuste réforme des retraites et de ceux et celles qui l'incarnent, c'est-à-dire tout "un peuple", et non une foule comme voudrait le faire croire le président Macron et ceux.celles qui le servent.

Si le préfet de la Côte-d'Or, Franck Robine, a du temps pour prendre sa plume en pleine crise sociale, plutôt que d'intimider des syndicalistes ou de porter plainte contre des syndicats telle que la CFDT, il ferait mieux de prendre ses responsabilités ! Nous lui suggérons plutôt d'écrire à son Président pour renoncer à cette réforme des retraites dont personne ne veut, à son Ministre de l'Intérieur pour faire cesser les violences et la répression policière abjecte partout en France. Il peut aussi adresser son soutien à toutes les victimes de ces mêmes forces policières dites républicaines qui sévissent de plus en plus brutalement. Le nombre d'interpellations arbitraires saisissant, les cas de violences sexistes et sexuelles commis dans des commissariats, ainsi que les abus et pratiques violentes commises par les forces de l'ordre durant ces derniers jours sont totalement intolérables.

Ces abus ont d'ailleurs fait l'objet d'une alerte de la Défenseure des droits, publiée le 21 mars 2023 dans lequel elle rappelle ses recommandations sur le respect des règles de déontologie par les forces de l'ordre. Nous relayons son appel auprès de chaque personne, victime ou témoin de ces violences, pour les dénoncer et combattre, notamment auprès d'elle.

La violence c'est celle des forces de l'ordre dans nos cortèges et autour !

La violence c'est celle de l'Etat et de ce gouvernement sourd et autoritaire !

Nous refusons et condamnons catégoriquement toutes intimidations à l'égard de nos camarades, de notre syndicalisme et de nos luttes contre la réforme des retraites ainsi que ce gouvernement.

Ensemble et uni.e.s, faisons les tomber, ne lâchons rien !